

HITLER PARLE À SES GÉNÉRAUX

© Nouveau Monde éditions, 2013
21, square St Charles – 75012 Paris
ISBN : 978-2-36583-388-2
Dépôt légal : mars 2013
Imprimé en France par Dupli-Print

Première édition française : Albin Michel, 1964
Édition originale allemande parue sous le titre *Hitlers Lagebesprechungen*
(*Die Protokollfragmente seiner militärischen Konferenzen, 1942-1945*),
Deutsche Verlag Anstalt, Stuttgart, 1962.

HITLER PARLE À SES GÉNÉRAUX

Comptes rendus sténographiques
des rapports journaliers au QG
du Führer (1942-1945)

Traduit de l'allemand par Raymond Henry

Présenté et commenté par Paul Villatoux

nouveau monde éditions

Introduction

Hitler et ses généraux : mythes et réalités

« On devrait écrire sur ma tombe : il a été la victime de ses généraux¹. » Telle est, dans la nuit du 28 au 29 avril 1945, peu avant son suicide, la confidence qu'Hitler fait à Hans Baur, son pilote personnel. Pourtant, cinq ans plus tôt, le 17 juin 1940, à l'annonce de la demande d'armistice de la France, le Führer est célébré par le général Keitel, chef du haut-commandement de la Wehrmacht, comme « le plus grand général en chef de tous les temps² ». Pour peu qu'elle soit partagée par une majorité de hauts dignitaires de l'armée allemande, cette assertion contraste alors fortement avec le jugement porté sur le personnage dès 1932 par le maréchal Hindenburg, président de la République de Weimar et figure la plus respectée de la caste militaire prussienne, qui déclare n'avoir que mépris pour ce « caporal bohémien » tout juste bon, selon lui, à occuper la fonction de « ministre des Postes³ ». Ce n'est donc pas le fait du hasard si, parmi toutes les controverses que suscite l'étude de l'Allemagne hitlérienne, celle qui concerne les rapports entre la « Generalität » (corps des officiers généraux) et Hitler continue d'alimenter de vifs débats entre historiens. Faut-il dissocier les actions de ce dernier de celles de ses grands subordonnés militaires ? Quelle influence les instances supérieures de l'armée ont-elles eu sur les décisions prises par le Führer ? L'opposition militaire au dictateur demeura-t-elle limitée ou concerna-t-elle de manière plus ou moins active les plus hauts échelons de la Wehrmacht ? Quel fut, au final,

1. Cité par Bruno Gaudiot, *Adolf Hitler, L'archaïsme déchaîné*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 178.

2. Cité par Stefan Martens, « La défaite française : une heureuse surprise allemande ? », Christine Levisse-Touzé (dir.), *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, p. 410.

3. Rapporté par François Delpla, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999, chapitre 5.

le degré d'adhésion des généraux au régime du III^e Reich ? Autant de questions que soulève en filigrane la réédition de ce livre rassemblant une partie des comptes rendus sténographiques des conférences tenues par Hitler à son quartier général de 1942 à 1945, c'est-à-dire au cours d'une période particulièrement dramatique pour les forces allemandes qui reculent sur à peu près tous les fronts.

Hitler, chef de guerre autodidacte

Celui qui à partir de 1938 cumule les fonctions de chancelier et celles de commandant suprême des armées du Reich n'a pourtant reçu aucune instruction militaire et ignore à peu près tout des subtils rouages du travail d'état-major. À plusieurs reprises, Hitler prétendra avoir développé son génie militaire « à la dure école de la guerre⁴ », lançant même à ses généraux, peu après le début de l'attaque sur l'Union soviétique : « Je connais la guerre pour avoir participé pendant quatre ans à la puissante lutte de 1914 à 1918⁵. » Cette affirmation ne résiste guère à l'épreuve des faits : simple caporal au 16^e régiment d'infanterie bavarois, il sert comme estafette, son grade et sa fonction ne lui offrant aucun accès aux discussions stratégiques ou tactiques. À bien des égards, Hitler est un représentant presque banal de cette génération qui, pour avoir vécu l'horreur des tranchées, n'a que mépris et colère à l'égard des officiers d'état-major, ces « m'as-tu-vu dans leurs pantalons à parements rouges⁶ », manœuvrant sur des cartes des unités et des hommes dont les souffrances leur sont totalement étrangères. Le journaliste Raymond Cartier, qui fut observateur au procès de Nuremberg, souligne ainsi qu'« il y avait chez Hitler, conquérant et chef d'armée, quelque chose de l'antimilitarisme à la vieille mode : la rancune du pousse-caillou contre les galonnés⁷ ».

Il n'en demeure pas moins qu'Hitler est un autodidacte parfois surprenant, capable de réciter par cœur la liste et les caractéristiques précises des navires de combat ou des avions de guerre du monde entier apprises dans des almanachs spécialisés qu'il collectionne. Le général

4. François Kersaudy, *Hitler*, Paris, Perrin, 2011, p. 25.

5. Henry Vallotton, *Bismarck et Hitler*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2003, p. 283.

6. Hitler cité par James L. Collins Jr. et al., *Les généraux de Hitler et leurs batailles*, Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1980, p. 234.

7. Raymond Cartier, *Hitler et ses généraux. Les secrets de la guerre*, Paris, Arthème Fayard, 1962, p. 29.

Introduction

Halder, l'un de ses plus proches collaborateurs militaires jusqu'en septembre 1942, témoigne ainsi de cette mémoire pour le moins étonnante : « Toute référence à la puissance matérielle de l'armée russe, en particulier à leurs dix mille chars d'assaut, déclenchait de sa part une tirade d'un quart d'heure dans laquelle s'égrenaient les chiffres de la production annuelle des Russes depuis deux décennies⁸. » Une étude précise de sa bibliothèque privée témoigne de cette appétence pour les affaires militaires en faisant apparaître que près de la moitié de sa collection – soit près de sept mille volumes – traite de ces questions. En outre, cet intérêt est ancien, Hitler ayant semble-t-il développé avant même la Grande Guerre une passion pour l'histoire des guerres des Hohenzollern et notamment pour les conceptions stratégiques audacieuses développées par Frédéric II de Prusse⁹. Il est également, au moins depuis 1924 et ses treize mois d'emprisonnement consécutifs au putsch manqué de l'année précédente¹⁰, un lecteur assidu de Clausewitz ainsi que des exégètes des grands militaires prussiens von Moltke et von Schlieffen¹¹. Par la suite, il se tient continuellement au courant des idées stratégiques nouvelles, Albert Speer, architecte personnel du Führer et coordinateur de l'effort économique de guerre allemand, relatant dans ses mémoires cette confiance faite par Hitler en 1940 : « J'ai lu à plusieurs reprises le livre du colonel de Gaulle sur les possibilités qu'offrent dans les combats modernes des unités entièrement motorisées et j'ai beaucoup appris¹². »

Un autodidacte fait-il pour autant un bon chef de guerre ? La question divise les historiens comme elle a divisé les généraux allemands, les uns mettant en avant l'image d'un amateur brouillon et incompetent, les autres reconnaissant chez lui des intuitions

8. Cité par Timothy W. Ryback, *Dans la bibliothèque privée d'Hitler*, Paris, Le Cherche-Midi, 2008, p. 271.

9. Cf. à ce sujet Philippe Richardot, *Hitler, ses généraux et ses armées*, Paris, Economica, 2008, p. 90.

10. François Delpla, « Hitler stratège ? », *Histoire de guerre thématique*, n° 6, juin 2002, consulté à l'adresse http://www.delpla.org/article.php3?id_article=92.

11. Ainsi Keitel soulignera lors du procès de Nuremberg : « Pendant les années que j'ai passées à son quartier général, j'ai pu constater qu'il consacrait ses nuits à étudier les gros ouvrages de doctrine militaire de Clausewitz, de Moltke, de Schlieffen. C'est en eux qu'il avait puisé les connaissances et les idées qui faisaient notre stupéfaction. », cité par Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 31-32. Voir également à ce propos, les quelques allusions dans Jean-Jacques Langendorf, *La pensée militaire prussienne. Études de Frédéric Le Grand à Schlieffen*, Paris, Economica, 2012, 624 p.

12. Cité par Philippe Richardot, *op. cit.*, p. 96.

Hitler parle à ses généraux

fulgurantes et une sûreté de jugement incontestable, mais altérée par une affectivité pathologique. Ces différentes prises de position ne sont bien évidemment pas innocentes et dépendent généralement du degré de proximité avec le dictateur mais aussi de facteurs plus complexes. C'est ainsi que les nombreux mémoires publiés après-guerre par les généraux allemands¹³ comme les témoignages accordés par ces derniers aux autorités alliées¹⁴, notamment lors du procès de Nuremberg, apparaissent bien souvent comme des plaidoyers *pro domo* destinés à dédouaner les chefs de la Wehrmacht de la défaite et à rejeter sur Hitler les erreurs tactiques et stratégiques dues à son supposé amateurisme. Halder considère Hitler comme un « mystique qui faisait peu de cas des règles de la stratégie ou même les négligeait totalement », tandis que le général Fromm, chef de l'Ersatzheer (armée de Terre de réserve), se montre plus sévère encore, assurant « qu'un civil aurait peut-être fait un meilleur général en chef qu'un caporal¹⁵ ». À l'inverse, Jodl, homme de confiance du Führer, voit en lui « le plus grand homme d'État que nous ayons eu depuis Bismarck¹⁶ », Keitel allant jusqu'à louer ses « intuitions de génie. Il s'était forgé lui-même et il avait étudié seul la tactique et la stratégie. Nous, les généraux, étions devant lui, non comme des maîtres, mais comme des élèves¹⁷ ». Toutefois, l'un comme l'autre ont toujours fait preuve d'une soumission inconditionnelle à la personne de Hitler, cette docilité valant même à Keitel le surnom peu flatteur de « Lakeitel » (le laquais). Le général Hasso von Manteuffel, spécialiste de l'arme blindée, se montre quant à lui plus mesuré et souligne : « S'il comprenait le maniement d'une division, celui de toute une armée lui était étranger. Il avait un véritable flair, il excellait dans les manœuvres de surprise mais il lui manquait les éléments techniques de base, indispensables pour leur application efficace. Il avait tendance en outre à se griser de chiffres et de quantités¹⁸. »

13. Cf. notamment Heinz Guderian, *Souvenirs d'un soldat*, Paris, Plon, 1954, 447 p. ; Erich Von Manstein, *Victoires Perdues*, Paris, Plon, 1958, 437 p. ; Andreas Hillgruber, *Les Entretiens secrets de Hitler*, Paris, Fayard, 1969, 702 p. ; Franz Halder, *Hitler seigneur de la guerre*, Paris, Payot, 1950, 142 p.

14. L'ouvrage le plus représentatif de cet état d'esprit est incontestablement le fameux Sir Basil Henry Liddell Hart, *Les généraux allemands parlent : ascension et chute des généraux allemands*, Paris, Stock, 1949, 323 p.

15. Cité par Sir Basil Henry Liddell Hart, *op. cit.*, p. 58.

16. Cité par Philippe Masson, *Hitler chef de guerre*, Paris, Perrin, 2005, p. 36.

17. Cité par Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 31.

18. Cité par Philippe Richardot, *op. cit.*, p. 101.

Le ralliement des généraux au régime

Lorsque Hitler accède au pouvoir en janvier 1933, l'armée de la République de Weimar – la Reichswehr – ne rassemble que quelque 100 000 hommes, dont 4 000 officiers, tous sélectionnés au mérite et engagés volontaires à long terme. Conformément aux clauses du traité de Versailles de 1919, la puissance militaire allemande dispose de faibles moyens et de capacités d'action très limitées. Pour autant, une réflexion doctrinale fondée sur les enseignements du conflit précédent est rapidement entreprise tandis que sont ébauchées, tout au long des années 1920, les conditions d'un réarmement clandestin, notamment par le biais de prototypes fabriqués secrètement en Union soviétique, ainsi qu'en Suède, en Suisse, en Espagne et aux Pays-Bas¹⁹. Le caractère professionnel de cette armée et son format pour le moins réduit la rendent également davantage perméable aux idées nouvelles et aux innovations technologiques, les études étant coordonnées au niveau du « *Truppenamt* » (service des troupes) qui remplace de manière camouflée le grand état-major officiellement démantelé après guerre²⁰. Le nouveau chancelier bénéficie donc d'un acquis loin d'être négligeable dans le cadre de son projet de réarmement de grande envergure.

Le développement de l'armée allemande ne constitue pourtant pas en 1933 la priorité d'un régime accaparé pendant de longs mois par des préoccupations politiques internes²¹. Éprouvant à leur égard des sentiments mitigés, entre admiration et méfiance, Hitler est ainsi parfaitement conscient du fait que la soumission des chefs militaires au nouveau pouvoir est un objectif qui demande du temps et de la patience. Véritable caste aristocratique et conservatrice fermée sur elle-même, très attachée à l'Empire et à la personne de l'Empereur, le corps des officiers allemands se cantonne lui aussi dans une position d'attente, même si l'instauration d'un régime d'autorité n'est pas pour déplaire à la majorité d'entre eux. Les généraux de la Reichswehr

19. Benoît Lemay, « La guerre des généraux de la Wehrmacht : Hitler au service des ambitions de ses élites militaires ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 220, 2005, p. 88.

20. Cf. Philippe Masson, *Histoire de l'armée allemande, 1939-1945*, Paris, Perrin, 1994, p. 15.

21. Philippe Garraud, « Le développement de la puissance militaire allemande dans l'entre-deux-guerres : entre mythes et réalités », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 240, 2010, p. 27-28.

Hitler parle à ses généraux

partagent en effet avec les nouveaux dirigeants un certain nombre de valeurs communes fondées sur un anticommunisme virulent et une opposition radicale au libéralisme et au pluralisme politique, tous principes fondateurs d'une république de Weimar jugée décadente et faible. En outre, ils adhèrent sans réserve à la politique militaire prônée par les chefs du parti nazi qui souhaitent une révision radicale du traité de Versailles et la mise en œuvre d'un réarmement massif, conditions nécessaires au rétablissement des frontières du Reich de 1914, voire même de celles de mars 1918, faisant suite au traité de Brest-Litovsk²². Cette communauté de valeurs et d'intérêts ne doit cependant pas être assimilée à une adhésion pure et simple à l'idéologie nazie qui ne semble concerner, à l'origine, qu'un nombre relativement faible d'officiers supérieurs. Beaucoup d'entre eux, à l'image du futur général Walter von Seydlitz-Kurzbach, ne voient ainsi dans la prise de pouvoir de 1933 qu'une simple « restauration de la souveraineté de l'Allemagne²³ ».

En juin 1934, l'élimination de la direction de la SA (Section d'assaut), principale force paramilitaire du parti rassemblant 400 000 hommes qui ont pour ambition de se substituer à l'armée régulière, lors de la Nuit des longs couteaux, est un gage important concédé par Hitler au corps des généraux. Dans le même temps, certains éléments antinazis de l'armée, tels les généraux monarchistes von Schleicher et von Bredow, sont abattus, cette épuration ayant été patiemment préparée par Himmler, chef de la SS, qui a fait espionner les membres du haut commandement dès la prise de pouvoir de janvier 1933. La mort du maréchal Hindenburg le 2 août 1934 laisse enfin les coudées franches à Hitler pour cumuler, à l'issue d'un référendum, les fonctions de chef de l'État et de chancelier sous le titre de « Reichsführer » (guide de l'Empire) auquel chaque soldat, chaque officier doit désormais prêter serment. Par le « Fahneneid » (serment au drapeau), exigeant l'obéissance jusqu'à la mort²⁴ à la manière de l'ancien usage des chevaliers teutoniques, le chef du III^e Reich s'assure ainsi du ralliement de la très grande majorité des généraux dont le

22. Cf. Benoît Lemay, art. cit., p. 86.

23. Claude Becquet-Lavoinnie, « Itinéraire du général Walter von Seydlitz-Kurzbach (1888-1976) : un officier allemand face aux totalitarismes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 218, 2005, p. 55.

24. Le texte est sans ambiguïté : « Je jure par Dieu une obéissance inconditionnelle à Adolf Hitler, Führer de la nation et du peuple germaniques, chef suprême des forces armées, et suis prêt comme un brave soldat à risquer ma vie à tout instant pour ce serment. »

Introduction

code d'honneur, fondé sur le respect de la parole donnée, rend très difficile toute forme de parjure.

C'est en 1935 que l'impulsion décisive est donnée au développement de l'armée allemande en s'affranchissant des contraintes imposées par le traité de Versailles avec le rétablissement du service militaire obligatoire d'un an (porté à deux ans en 1936), la décision de porter l'effectif de l'armée allemande à 36 divisions et la création officielle, par un décret du 16 mars, de la Wehrmacht qui coiffe les trois grandes composantes terrestre (Heer), aérienne (Luftwaffe) et maritime (Kriegsmarine) des forces armées. Simultanément, le grand état-major et l'école de guerre (Kriegsakademie) sont recréés, renforçant un peu plus l'emprise de Hitler sur une armée qui s'impose de fait comme le deuxième pilier du III^e Reich aux côtés du parti nazi, tandis que l'ultime entrave imposée à la souveraineté militaire allemande est levée en mars 1936 avec la remilitarisation de Rhénanie²⁵. Cette croissance rapide est particulièrement favorable à la Generalität qui aspire à des promotions jusqu'alors très limitées du fait de la taille réduite de la Reichswehr, et se voit du même coup accorder des gratifications et avantages financiers non négligeables²⁶.

Une subordination organisationnelle

Il n'en reste pas moins que la conduite des opérations militaires comme la conduite générale de la guerre sont traditionnellement des domaines réservés du haut commandement de l'armée allemande qui a toujours bénéficié, aussi bien sous l'Empire que tout au long de la République de Weimar, d'une grande autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Ce principe n'est apparemment pas remis en question lors de l'arrivée au pouvoir des nazis, alors que le commandement des forces armées repose entre les mains de trois hommes, le général von Blomberg, ministre de la Guerre, le général von Fritsch, commandant en chef de l'armée, et le général Beck, chef de l'état-major général. Généraux de tradition, respectés au sein de l'armée, ils ont initialement

25. Cf. Benoît Lemay, « La remilitarisation de la Rhénanie en 1936 : une réévaluation du rôle des généraux allemands (1933-1936) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 224, 2006, p. 35-46.

26. Philippe Garaud, « L'obéissance des généraux allemands au pouvoir nazi : un "faisceau de facteurs" singulier et sa possible remise en cause », in André Loez et Nicolas Mariot, *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte « Recherches », 2008, p. 219-220.

Hitler parle à ses généraux

la confiance du Führer et jouent un rôle non négligeable dans le ralliement de l'armée au régime, Blomberg étant même hissé au rang de Feldmarschall après la remilitarisation de la Rhénanie. Pourtant, en novembre 1937, une crise éclate à l'occasion d'une réunion secrète au cours de laquelle Hitler fait part au haut commandement de ses projets d'expansion territoriale sur l'Autriche et la Tchécoslovaquie d'abord, puis la Pologne et l'URSS dans un second temps. Ayant émis de sérieuses mises en garde, notamment quant à la crainte d'une aventure militaire pouvant déboucher sur un conflit généralisé, Blomberg et Fritsch sont acculés à la démission le 4 février 1938 sous des prétextes fallacieux exploitant de sombres affaires de mœurs. Beck, quant à lui, est écarté quelques mois plus tard, à l'été 1938, non sans avoir tenté de susciter – mais en vain – une protestation collective de la Generalität, tandis qu'une trentaine de généraux suspectés de tiédeur sont mis à la retraite d'office ou simplement évincés.

La structure du commandement militaire s'en trouve profondément bouleversée, Hitler rompant avec toutes les traditions militaires allemandes antérieures en décidant de prendre lui-même les rênes du ministère de la Guerre dans le cadre de la création d'une nouvelle structure interarmées, le haut commandement des forces armées (Oberkommando der Wehrmacht ou OKW). Cette subordination de l'appareil militaire s'accompagne de la promotion de personnalités fidèles au régime, véritable « élite fonctionnelle²⁷ » dévouée à la personne du Führer qui – fait exceptionnel – demeure en poste jusqu'en 1945. Le général Keitel devient ainsi chef d'état-major de l'OKW tandis que Jodl, considéré comme « la meilleure tête pensante de la Wehrmacht », hérite du bureau des opérations. À la tête de l'armée de Terre (Oberkommando des Heeres ou OKH), le général von Brauchitsch, marié à une nazie, présente lui aussi toutes les garanties d'une fidélité sans faille, son chef d'état-major, le général Halder, se montrant quant à lui plus critique. Nommé Feldmarschall et seul officier d'active à porter ce titre depuis l'éviction de Blomberg, Göring conserve pour sa part la haute main sur la Luftwaffe, de même que l'amiral Raeder sur la Kriegsmarine, deux personnalités en qui Hitler a toute confiance.

27. Le terme a été forgé par Klaus-Jürgen Müller, *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933-1945*, Paderborn, Schöningh, 1979, p. 44.

Introduction

Cette réorganisation s'accompagne enfin d'une volonté de promouvoir un nouveau type de chef militaire éloigné des canons traditionnels de l'aristocratie prussienne ou de la vieille école issue de l'état-major général, et dont les qualités opérationnelles font la part belle à l'audace et à l'agressivité. Parmi les représentants les plus emblématiques de cette « jeune garde », composée d'officiers issus du peuple²⁸, le très médiatique Erwin Rommel, promu major-général peu avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale après avoir commandé le bataillon de la garde personnelle du Führer²⁹, et le discret mais efficace Friedrich Paulus, officier talentueux aux idées novatrices³⁰, dans la lignée d'un Guderian qui, bien que fils d'un officier prussien, est longtemps en but au scepticisme de ses supérieurs en raison de ses conceptions audacieuses à l'origine de la théorie du Blitzkrieg, avant de recevoir le soutien du régime. Pour autant, la croissance de l'armée allemande s'avère trop rapide pour promouvoir, à la fin des années trente, un nombre suffisant de cadres de haut niveau et Hitler ne peut pas se passer de l'expérience des généraux formés à la vieille école prussienne. Il n'aura cependant cessé de fustiger « l'esprit de Zossen » (siège de l'OKH), stigmatisant les conseils de prudence de la « Generalität », synonymes selon lui de défaitisme, de manque de caractère, voire de lâcheté.

Hitler et la planification opérationnelle

Privés de toute influence quant aux choix et décisions stratégiques, les généraux allemands sont-ils dès lors réduits au rôle de simples exécutants ? La réponse continue de faire débat, d'autant qu'est venue se greffer sur ce problème particulièrement épineux une interprétation dite « apologétique » faisant des généraux allemands les victimes de la politique nazie et selon laquelle ces derniers ne se seraient jamais contentés que de conduire des campagnes militaires décidées, souvent

28. À titre de comparaison, la Reichswehr de 1920 compte 61% de généraux issus de l'aristocratie tandis que la Wehrmacht de janvier 1939 n'en compte plus que 27%, alors que dans le même temps le corps a été multiplié par six. Cf. à ce sujet David Schoenbaum, *La révolution brune. La société allemande sous le III^e Reich*, Paris, Gallimard, 2000, 419 p.

29. Cf. Erwin Rommel, *La guerre sans haine*, édition préfacée par Maurice Vaïsse et commentée par Berna Günen, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, 475 p., ainsi que Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, Paris, Perrin, 2009, 518 p.

30. Cf. Friedrich Paulus, *La bataille de Stalingrad*, édition présentée et annotée par Boris Laurent, Paris, Nouveau Monde éditions, 2012, 284 p.

Hitler parle à ses généraux

contre leur gré, par le pouvoir nazi. Cette vision purement technicienne, qui a prédominé au cours de la guerre froide pour des raisons qui tiennent essentiellement aux impératifs du réarmement allemand et à la réinsertion d'anciens officiers dans la nouvelle Bundeswehr, est désormais largement battue en brèche, notamment à la faveur de l'ouverture des archives soviétiques dans les années 1990³¹.

Selon toute évidence, Hitler passe par différentes étapes dans l'exercice de sa fonction de commandant suprême des forces armées. Il semblerait ainsi que, dans un premier temps, il ne se soit guère mêlé de la planification opérationnelle, son rôle sur le champ de bataille étant même qualifié de « purement décoratif » au début de la guerre : « Omniprésent pour l'édification du public, surtout quand les caméras des actualités tournaient, conférant avec ses généraux, étudiant des cartes, parcourant le terrain, poussant jusqu'au front, bavardant avec des soldats épuisés mais ivres de leurs victoires. Quand il s'agissait de matières opérationnelles, toutefois, les généraux gardaient leurs distances³². »

Le plan d'invasion de la Tchécoslovaquie, connu sous le nom de « plan vert », est ainsi élaboré par l'OKH puis soumis à Hitler qui formule un certain nombre de remarques et exige plusieurs aménagements qui font l'objet de vifs débats, notamment avec Halder. L'affaire prend finalement fin à la suite des accords de Munich qui rendent l'opération projetée inutile. La campagne de Pologne est également planifiée par le haut commandement en accord avec Hitler mais ce dernier s'abstient de toute intervention directe, et ce bien que sa fonction de chef suprême de la Wehrmacht lui en donne à tout moment la possibilité. Dans ses mémoires, Keitel souligne même que le Führer « se borna à échanger opinions, rencontres et suggestions avec le chef de l'état-major, sans jamais formuler de nouveaux ordres formels³³ ». La campagne de France marque à cet égard un premier tournant important. Si un plan d'offensive à l'Ouest, reprenant dans ses grandes lignes, et sans grande originalité, la manœuvre Schlieffen de 1914, est effectivement dressé dans la deuxième quinzaine d'octobre 1939 par un OKH inquiet et loin

31. Cf., parmi d'autres, les travaux de Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 317 p., de Michel Solchany, « La lente dissipation d'une légende : la Wehrmacht sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, avril-juin 2000, p. 323-353 et de Benoît Lemay, *Erich von Manstein. Le stratège de Hitler*, Paris, Perrin, 2006, 557 p.

32. Timothy W. Ryback, *op. cit.*, p. 265.

33. Cité par Timothy W. Ryback, *op. cit.*, p. 267.

Introduction

d'être convaincu qu'une victoire décisive sur les Alliés serait possible³⁴, Hitler impose à l'état-major général un concept opérationnel très différent et beaucoup plus audacieux, connu sous l'expression « coup de faucille » et élaboré par le général von Manstein³⁵. De même, en mars-avril 1940, il s'implique personnellement dans l'opération visant à envahir la Norvège qui échappe à l'OKH, ce dont témoignera plus tard le général von Falkenhorst, chargé du commandement et de la préparation du corps expéditionnaire : « Il s'est entretenu avec chacun des généraux et chacun des amiraux... jusqu'aux commandants des navires avec qui il a discuté de la question de savoir s'ils débarqueraient les hommes à gauche ou à droite d'un objectif donné. Il n'a rien laissé au hasard ; c'était son idée, c'était son plan, c'était sa guerre³⁶. »

Enfin, au cours des opérations, le dictateur n'hésite pas à intervenir directement sur le champ de bataille en ordonnant le 24 mai 1940, une fois encore contre l'avis de l'état-major général, l'arrêt (Haltbefehl) des blindés allemands dans leur ruée victorieuse vers Dunkerque. Cette décision, qui laisse un répit de trois jours inespéré aux Britanniques, continue de faire l'objet d'interminables controverses à grand renfort d'explications diplomatiques, politiques et militaires parmi lesquelles la possible volonté du Führer de renforcer son autorité sur ses généraux en leur infligeant un véritable affront³⁷.

La victoire sur la France confère à Hitler une aura militaire incontestable, d'autant plus qu'il a dû faire face au scepticisme, voire à l'hostilité de ses principaux collaborateurs militaires, majoritairement loin de penser qu'une victoire aussi complète pourrait intervenir en un laps de temps aussi court. Convaincu de détenir tous les attributs du « Oberste Kriegsherr » (chef de guerre) et de « bénéficier d'une supériorité fondamentale vis-à-vis de son entourage³⁸ », le dirigeant nazi n'en oublie pas moins, à l'image d'un Napoléon, de récompenser sa Generalität, le bâton de maréchal étant accordé à douze généraux³⁹, soit davantage que pendant toute la période de la Première Guerre

34. Stefan Martens, *op. cit.*, p. 405.

35. Benoît Lemay, « Le Feld-maréchal Erich von Manstein : étude critique du stratège de Hitler », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 221, 2006, p. 71-82.

36. Cité par François Kersaudy, *op. cit.*, p. 112.

37. Cf. à ce propos John Costello, *Les dix jours qui ont sauvé l'Occident*, Paris, O. Orban, 1991, p. 117.

38. Philippe Masson, *Hitler, chef de guerre, op. cit.*, p. 102.

39. Il s'agit des maréchaux von Brauchitsch, Keitel, von Rundstedt, von Leeb, von Bock, von Kluge, List, von Witzleben, von Reichenau, Kesselring, Milch et Speerle.

Hitler parle à ses généraux

mondiale. S'il s'intéresse fort peu aux projets de débarquement sur la Grande-Bretagne, il a déjà, à l'été 1940, les yeux rivés sur l'Union soviétique tout en engageant des troupes en Méditerranée contre l'avis de l'OKH qui est dessaisi de toute responsabilité sur ce théâtre considéré par Hitler comme secondaire. Son implication personnelle dans la conduite des opérations prend dès lors une tournure beaucoup plus marquée dont témoigne sa décision de déplacer son grand quartier général (GQG) au plus près des combats, dans le « Wolfsschanze » (tanière du loup), dans la forêt à l'est de Rastenburg en Prusse orientale, et par intermittence à Vinnytsia, en Ukraine. Son intervention sans cesse croissante dans le déroulement des opérations militaires s'étend même peu à peu au domaine tactique, y compris lorsqu'il s'agit par exemple de déplacer une simple division sur le front.

En décembre 1941, alors que la Wehrmacht est bloquée aux portes de Moscou, mettant un terme à une avancée spectaculaire depuis le déclenchement en juin de l'opération Barbarossa, Hitler donne l'ordre de ne pas reculer, contre l'avis de ses généraux qui le pressent de faire retraite. Cette décision, justifiée après coup par les événements, est à l'origine de l'une des crises de confiance les plus graves à laquelle est confronté le haut commandement allemand pendant la guerre tandis qu'elle ne fait que renforcer le mépris du Führer pour la caste militaire allemande. Une trentaine de généraux sont ainsi privés de leur commandement, parmi lesquels les spécialistes des blindés Guderian et Hoepner⁴⁰ et certains dignitaires comme von Rundstedt, von Bock et von Brauchitsch, tous trois contraints à la démission. Ce dernier n'est pas remplacé, Hitler s'octroyant le poste de chef de l'OKH afin de parachever la concentration des pouvoirs militaires entre ses mains. La valse des généraux s'accélère enfin dans les dernières années du conflit, l'éviction des maréchaux von Witzleben et List ainsi que du général Halder intervenant dès la fin de l'été et le début de l'automne 1942, et celle des maréchaux von Kuechler, von Manstein, von Kleist, Busch, von Rundstedt (une seconde fois) et du général Zietzler, successeur de Halder, au cours de l'année 1944.

Ce qui pourrait apparaître comme un processus presque normal de renouvellement de l'élite militaire allemande marque en réalité un isolement de plus en plus grand du chef du III^e Reich qui supporte

40. Les deux hommes seront cependant rappelés au service par la suite, le second devenant chef d'état-major de l'OKH de juillet 1944 à mars 1945.

Introduction

de moins en moins toute forme de contestation, voire une simple observation, sur le plan militaire et qui souhaite s'entourer de conseillers fidèles abondant dans son sens et appuyant ses propositions en s'abstenant d'émettre la moindre critique. Une nouvelle génération de chefs militaires est ainsi promue, tels les généraux Schörner, de Rendulic, de Weichs, de Manteuffel ou de Model. Témoin de cette évolution, le général von Senger und Etterlin rapporte qu'un « autre spécimen de chef était poussé au premier rang, celui de l'officier inféodé au régime, optimiste à tous crins, casse-cou et libéré de tout complexe politique. Ces individus dénués de scrupules avaient plus de succès que les autres. Ils se faisaient remarquer favorablement et atteignaient ensuite plus vite les échelons supérieurs⁴¹ ».

Alors que les états-majors des trois armées ne sont plus conçus que comme des courroies de transmission de ses ordres, Hitler passe de plus en plus de temps à étudier dans leurs moindres détails les champs de bataille, avouant même à un médecin militaire en février 1945 : « Je continue à voir des cartes d'état-major dans le noir et mon cerveau continue à fonctionner et il me faut des heures pour m'endormir. À ce moment-là, si j'allume la lumière, je suis capable d'indiquer exactement sur un schéma l'emplacement de chaque division à Stalingrad. Cela continue ainsi pendant des heures et des heures, jusqu'à ce que je m'endorme vers 5 ou 6 heures du matin⁴². »

Les conférences et les méthodes de travail du haut commandement

Le haut commandement de l'armée allemande est un édifice complexe marqué par une autonomie très marquée entre les trois armées et une gestion des théâtres d'opérations peu rationnelle avec un OKW gardant sous son contrôle certaines zones d'opérations (notamment le Nord de l'Europe, l'Afrique du Nord ou bien encore la guerre à l'Ouest à partir de mars 1941) et un commandement de l'armée de Terre (OKH) prenant à son compte le front de l'Est qui absorbe rapidement près des deux tiers du potentiel de guerre. Tout est conçu pour remonter au sommet et à la seule personne d'Hitler qui décide par ordre verbal ou par message écrit d'une opération militaire,

41. Cité par Philippe Masson, *Hitler chef de guerre*, op. cit., p. 241.

42. Cité par *ibid*, p. 199.

Hitler parle à ses généraux

à charge pour Keitel ou Jodl de relayer cet ordre à l'OKH ou l'OKW – selon le théâtre d'opérations considéré – chargé de la planification. Pour autant, cette méthode de travail demeure toute théorique, notamment à partir de l'hiver 1941 alors qu'Hitler se substitue à von Brauchitsch à la tête de l'OKH, qui perd peu à peu son autonomie face à un OKW omniprésent.

En réalité, les grandes décisions se prennent lors des deux longues conférences quotidiennes auxquelles s'astreint le Führer en compagnie de son grand quartier général. Ces réunions constituent, depuis le début du conflit, la base du travail mené par l'OKW dans la conduite de la guerre et le pivot du commandement militaire. À l'origine plutôt informelles, elles débutent généralement par un rapport, Hitler se faisant exposer la situation par Jodl, chef des opérations, en présence de Keitel, chef d'état-major, devant de larges cartes de 2,50 mètres sur 1,50 mètres. Les commandants en chef des groupes d'armées n'y assistent que dans la mesure où les conversations concernent leurs zones d'activité. À partir du début de la campagne contre l'Union soviétique, et plus encore après la prise en main par Hitler du commandement de l'OKH en décembre 1941, les grandes conférences d'état-major, dites « conférences de situation », prennent un caractère plus systématique et mieux organisé. La première se tient généralement à la mi-journée et dure deux à trois heures, tandis que la seconde, ou « petite conférence », traitant des derniers déroulements, a lieu le soir, initialement vers 22 heures puis parfois au-delà de minuit à partir de 1944 alors que le Führer a adopté un rythme de vie très décalé. Les participants réguliers sont, outre Hitler, son aide de camp, Jodl et Keitel, les représentants de la Luftwaffe, ceux de la Kriegsmarine ainsi que le chef de la SS Himmler, ou l'un de ses collaborateurs, et l'historiographe militaire, le général Walter Scherff. Traditionnellement, c'est au cours de la conférence initiale qu'Hitler prend connaissance pour approbation et éventuelles corrections du projet de communiqué de la Wehrmacht. Pour autant, la grave crise de commandement qui éclate à la fin de l'été et au début de l'automne 1942 – aboutissant notamment aux limogeages des généraux Halder et List mais aussi à différents heurts avec Jodl – provoque un certain nombre de bouleversements, le Führer désirant que ses décisions mais aussi les propos tenus lors des conférences soient dorénavant consignés par des sténographes afin que subsistent des traces écrites de ce qu'il a souhaité. Loin d'être mue par un quelconque souci de postérité, cette décision répond donc initialement à un besoin, celui d'être au clair avec

Introduction

les décisions de Hitler, celui-ci estimant que ses généraux n'appliquent pas ses ordres avec suffisamment de rigueur.

Le service de sténographie comprend au total huit membres qui dépendent, tant du point de vue administratif que disciplinaire, de Martin Bormann, chef de la chancellerie du parti nazi. Ils ont pour tâche principale de prendre en notes les rapports journaliers par équipes de deux. La transcription s'effectue par dictée à la machine à écrire en triple exemplaire, l'un pour Hitler lui-même, le deuxième pour Scherff tandis que le dernier est entreposé dans le coffre-fort du service sténographique afin de servir comme exemplaire de travail. Leur activité, qui représente quelque 300 000 feuillets, prend officiellement fin le 20 avril 1945, six des huit sténographes enfermés dans le bunker de la chancellerie de Berlin étant évacués par avion pour Berchtesgaden. Après un dernier rapport, présidé par Hitler le lendemain, les deux sténographes restants partent à leur tour pour la résidence du Berghof où les procès-verbaux sont tous incinérés sur ordre – semble-t-il – du recteur Müller, conseiller particulier de Bormann.

Seules quelques épreuves fragmentaires, miraculeusement préservées des flammes, sont finalement retrouvées sur place par le sergent Allen de la 101^e division aéroportée américaine avec l'aide d'anciens sténographes. Les documents présentés ci-après constituent ainsi une sélection de ces comptes rendus sténographiques ayant échappé à la destruction. Ils permettent de cerner au plus près les méthodes de travail du haut-commandement de la Wehrmacht en restituant l'atmosphère régnant au sein du QG du Führer lors des dernières années de la guerre et l'attitude des différents protagonistes conviés à ces conférences. Ils sont notamment un extraordinaire témoignage de la volonté d'Hitler de contrôler l'ensemble du spectre des affaires militaires, depuis la vision stratégique globale jusqu'aux détails tactiques les plus infimes sur lesquels il n'hésite pas à intervenir.

Les généraux contre Hitler ?

Soumise à un contrôle croissant et à une subordination rendue d'autant plus stricte par le serment d'allégeance à la personne du Führer, la Generalität a-t-elle, à quelque degré que ce soit, été en mesure de s'opposer à Hitler ? L'a-t-elle même souhaité ? Tout porte à croire que les prises de distance vis-à-vis d'Hitler, pouvant aller parfois jusqu'à des actes de désobéissance, sont toujours restées très limitées

Hitler parle à ses généraux

au sein du corps des officiers généraux, le mieux informé pourtant des limites de la machine de guerre allemande. Dans sa grande majorité, la Generalität a souscrit et parfois même appuyé les mesures criminelles adoptées par le régime à l'égard notamment des Juifs ou dans le cadre de la guerre d'extermination à l'Est⁴³. Il n'en reste pas moins qu'une opposition militaire, certes circonscrite à quelques hommes mais bien réelle, a continué à exister comme en témoignent les huit tentatives d'assassinat de Hitler organisées sous diverses formes entre 1943 et 1945. La plus importante d'entre elles, mise au point par le colonel von Stauffenberg le 20 juillet 1944, n'implique certes que cinq officiers généraux parmi les plus de 3 000 que compte alors l'armée allemande⁴⁴. Cependant, quinze autres sont plus au moins parties prenantes de l'affaire, à des degrés divers, la répression touchant même vingt-six généraux, dont trois maréchaux, trois généraux d'armée et sept généraux de corps d'armée. Enfin, au sein même des instances supérieures et intermédiaires de l'appareil militaire allemand, des formes d'oppositions se font jour et demeurent sans cesse latentes, qu'il s'agisse de l'Abwehr – service de renseignement – autour de l'amiral Canaris puis du général Oster, du groupe d'armées Centre-Russie autour du général von Tresckow, ou bien encore de l'OKH avec les généraux Wagner, Stieff et Fellgiebel⁴⁵.

En dernière analyse, si cette pluralité des comportements doit être prise en compte dans l'étude du corps des officiers généraux du III^e Reich, elle ne peut cependant à elle seule masquer la coopération active dont fait preuve la Generalität tout au long de la guerre. La soumission des généraux au régime ne correspond ainsi pas nécessairement à une acceptation idéologique pure et simple de ces derniers au nazisme. Cependant, par tout un ensemble de mécanismes complexes, la haute hiérarchie de l'armée allemande s'est mise au service de l'ambition d'un homme sans jamais parvenir à infléchir un tant soit peu le cours d'un désastre militaire devenu quasiment inéluctable à fin de l'année 1942.

Paul Villatoux

43. Cf. à ce sujet l'étude très complète quoique un peu systématique de Benoît Lemay, « La guerre des généraux de la Wehrmacht... », *op. cit.*

44. *Ibid.*, p. 95.

45. Philippe Garraud, « Les généraux allemands et le nazisme... », *op. cit.*, p. 21.